



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 4178

Texte de la question

## SITUATION À ALEP

**M. le président.** La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

**M. François de Rugy.** Monsieur le ministre des affaires étrangères, depuis plus de cinq ans le peuple syrien subit ce qui était d'abord la répression par Bachar el-Assad du printemps arabe et qui est devenu une guerre civile menée par le régime contre son propre peuple.

Cette guerre a fait sans doute plus de 300 000 morts et dix millions de réfugiés, soit près de la moitié de la population de la Syrie, prise en étau entre l'État islamique d'une part et le régime de Bachar el-Assad d'autre part. Les habitants de la ville d'Alep subissent depuis quelques jours des bombardements systématiques qui, loin de viser des cibles militaires, visent les infrastructures civiles quand ce ne sont pas directement des convois humanitaires.

Cette guerre jette par ailleurs des millions de Syriens sur les routes de l'exil, d'abord dans les pays voisins mais aussi en Europe. Ce n'est pas en dénonçant ces migrants que l'on apportera une solution durable à la crise migratoire européenne mais en mettant fin à cette guerre indigne. Soutien diplomatique, mais aussi militaire et humanitaire : tout doit être envisagé.

Chacun voit bien dans ce désastre le double jeu de la Russie. On voit en Syrie la réalité de la politique de Vladimir Poutine, dont certains à droite voudraient faire un nouvel allié privilégié. Certes on doit négocier avec tous mais on ne peut le faire dans le déni des crimes et la naïveté.

En 2013, la communauté internationale n'avait pas voulu riposter à l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad, contrairement à ce que souhaitait la France. Cela a encouragé le président syrien à poursuivre dans la voie de la guerre contre son peuple.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous dire quelles sont les initiatives de la France pour que, cette fois-ci, les crimes de guerre ne restent pas impunis et pour que cesse cette escalade militaire russo-syrienne contre Alep ?

**M. Dominique Le Mèner.** Sur ce sujet comme sur d'autres, vous vous êtes plantés !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

**M. Jean-Marc Ayrault,** *ministre des affaires étrangères et du développement international.* Monsieur le député, au-delà du nombre de morts, de déplacés, de réfugiés – les chiffres que vous avez cités sont déjà terribles en eux-mêmes – c'est la brutalité des attaques menées ces derniers jours, c'est le pilonnage systématique, c'est le

ciblage d'hôpitaux, de convois humanitaires qui provoquent l'écœurement et l'indignation internationale. Tout ceci confirme que le régime syrien, avec l'appui de la Russie et de l'Iran, est engagé désormais dans une guerre totale contre son peuple.

Face à cette stratégie assumée, la France ne ménage aucunement sa peine pour essayer de mobiliser la communauté internationale. La première initiative, nous l'avons prise dès le début de la semaine dernière à l'assemblée générale des Nations unies, et en ce moment même, nous proposons la discussion d'une résolution pour obtenir un cessez-le-feu à Alep. Cette résolution placera chacun devant ses responsabilités. Ceux qui ne la voteront pas, mesdames et messieurs les députés, prendront le risque de porter la responsabilité de complicité de crimes de guerre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.* - *Exclamations sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Claude Goasguen.** Et Al Qaïda ?

**M. Jean-Marc Ayrault, ministre.** Une fois le cessez-le-feu obtenu, ce qui est la priorité, la France, pointant du doigt les limites de la méthode russo-américaine, propose l'instauration d'un mécanisme de surveillance collectif. Enfin nous demandons la condamnation par le Conseil de sécurité, au titre du chapitre VII, de l'usage, à nouveau, d'armes chimiques.

Mesdames et messieurs les députés, nous ne permettrons pas qu'Alep devienne le Guernica du XXI<sup>e</sup> siècle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. François de Rugy](#)

**Circonscription :** Loire-Atlantique (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4178

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 septembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2016](#)